

ne sais pas au juste comment les habitants de la province de Québec ont accepté cette déclaration, mais ils n'en ont certainement pas conclu que dans toute leur grande province le lieutenant du premier ministre de cette époque était le seul digne de les représenter. Le très honorable député a reçu sa réponse. Québec a répondu. Jamais déclaration plus insensée n'a été faite en public que celle de M MacKenzie King, quand il a défié le parti conservateur de dire qui, outre lui-même et ses lieutenants, était capable d'aller représenter le Canada à la conférence impériale.

L'honorable M. BUREAU: A-t-il employé le mot "capable"?

L'honorable M. McMEANS: Non, je résume ce que j'ai conclu de ses paroles. Mon honorable ami peut-il me suggérer une autre signification?

L'honorable M. BUREAU: Je croyais que vous citiez ses paroles.

L'honorable M. McMEANS: Il a dit en effet: "Que M. Bennett vous dise qui il va déléguer à la conférence impériale au nom de la province de Québec". J'espère que mon honorable ami est satisfait que cette question soit réglée, maintenant que le peuple sait quel va être le délégué.

Le très honorable M. GRAHAM: Le sait-il?

L'honorable M. McMEANS: A part cette étonnante déclaration, je crois que la question la plus importante de la campagne a été le budget de mai, que certains ont appelé un camouflage. On l'a annoncé dans tout le pays comme une panacée.

Les Etats-Unis qui ont constamment maintenu un tarif élevé sur un grand nombre de nos produits, avaient presque doublé les droits antérieurs, de sorte que, bien qu'une partie notable de notre richesse passât de l'autre côté de la frontière, nous ne pouvions exporter une foule de nos produits. Je ne répéterai pas ce que d'autres ont dit avant moi au sujet des 900 millions de dollars payés aux Américains pour leurs marchandises, provenant surtout de nos produits qu'ils achetaient à l'état brut, et nous renvoyaient ouvrés. Lorsqu'ils eurent haussé leurs droits contre notre pays d'une manière aussi outrageante, les Canadiens, naturellement, demandèrent à leurs gouvernants de remédier à la situation. Ils comprenaient que les Etats-Unis ne pouvaient tout recevoir sans rien donner en retour.

Cependant, le premier ministre de cette époque déclara qu'il ne fallait pas hausser notre tarif, car cela pouvait offenser les Américains; que nous ne devions pas user de représailles mais avoir recours à d'autres moyens. Et il a essayé d'induire en erreur—si je puis dire—la

L'hon. M. McMEANS.

grande classe agricole de ce pays. Il a dit: "Afin que vous ne commerciez pas avec les Etats-Unis, nous allons accorder une préférence telle à l'Angleterre que vous soyez en mesure d'acheter d'elle plutôt que des Etats-Unis". Les cultivateurs et autres intéressés ne purent s'expliquer comment ils s'en trouveraient mieux si le même montant de leur argent prenait la route de l'Angleterre, au lieu de celle des Etats-Unis, sans rien apporter en retour.

La politique du leader du parti conservateur s'appliquait à tout le Dominion. Voici ce qu'il a déclaré franchement à l'Est comme à l'Ouest: "Si nous favorisons l'Angleterre, demandons-lui qu'elle fasse quelque chose pour nous en achetant nos matières premières, telles que le blé". Le budget Dunning ne fut plus considéré que comme une farce. Personne ne pouvait l'accepter sérieusement, et il fut pour ainsi dire mis de côté.

Les cultivateurs de l'Ouest sont aujourd'hui satisfaits. Ils en sont venus à la conclusion qu'un pays comme le Canada doit garder chez lui autant de richesses que possible, et qu'il faut qu'une protection générale sauvegarde nos produits pour assurer une prospérité dont ils auront aussi leur part.

Mon honorable ami de Lanaudière (l'honorable M. Casgrain) a fait allusion à la coopérative du blé. Je crois que la discussion de ce sujet n'a pas sa place ici. J'avoue mon ignorance à cet égard, et je crois que mon honorable collègue n'est pas mieux renseigné que moi.

L'honorable M. CASGRAIN: Alors, nous sommes sur le même pied.

L'honorable M. McMEANS: A peu près, mais l'honorable représentant ne devrait pas faire des déclarations de cette nature que la presse publie dans tout le pays, à moins qu'il ne connaisse son sujet. L'assertion faite en un autre endroit que la coopérative du blé a refusé de vendre son grain à \$1.40 ou \$1.30 a été contredite, même par le leader du parti conservateur, qui a dit posséder des renseignements démontrant l'inexactitude de cette allégation. Mon honorable ami de Brandon (l'honorable M. Forke) est renseigné à cet égard. Si je comprends bien, la coopérative a vendu son blé aussitôt que possible et elle a fait tout ce qu'elle pouvait pour le vendre.

Qu'est-ce que la coopérative du blé, après tout? C'est un groupe de cultivateurs qui, pour leur propre protection, cherchent à se débarrasser de l'intermédiaire et à vendre leur blé directement au consommateur; de cette façon, ils veulent garder pour eux-mêmes une grande partie des profits réalisés par l'intermédiaire et les autres intéressés. Il faut avouer qu'ils attaquaient une très vieille coutume. Il y a en Angleterre des maisons qui font le commerce